

Introduction

Le rôle des institutions dans la croissance économique en Afrique

Dalila NICET-CHENAF* et Ines TROJETTE**

Au cours des dernières décennies, les pays asiatiques ont connu une croissance soutenue grâce à leur ouverture commerciale, un accès plus facile aux chaînes de valeur mondiales (CVM) et à l'attraction d'investissements directs étrangers (IDE). Ils ont renforcé leur industrialisation et accéléré leur changement structurel (Kim et Lau, 1994 ; Young, 1995 ; Hausmann et Hwang, 2007 ; Iapadre et Memedovic, 2009). La part de l'industrie dans la valeur ajoutée des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique a ainsi régulièrement augmenté pour atteindre 37,1% de la valeur de leur PIB en 2006, après quoi elle a amorcé une baisse relative en faveur du secteur des services notamment à haute valeur ajoutée. Actuellement, l'industrie de ces pays représente environ 30% de la valeur ajoutée mondiale (selon les données de la Banque mondiale).

Dans le même temps, la plupart des pays africains n'ont pas réussi à la fois à exploiter pleinement le potentiel de leur capital humain et à diversifier leur production industrielle et leurs exportations dans un contexte de concurrence croissante. L'Afrique reste la région la moins industrialisée du monde. Ainsi, dans les pays d'Afrique subsaharienne (ASS) la part de la valeur ajoutée industrielle dans leur PIB a diminué régulièrement au cours des trois dernières décennies. En 2018, l'industrie de ces pays ne représentait que 24% de leur PIB. La même année, la part de l'ASS dans la valeur ajoutée industrielle mondiale n'était que d'environ 2,2% (données Banque mondiale).

Les faibles résultats des pays d'Afrique subsaharienne au regard des industries manufacturières peuvent avoir plusieurs origines comme une forte spécialisation dans les ressources naturelles et une industrialisation tardive. En effet, à l'époque de leur transformation structurelle, un grand nombre de pays asiatiques disposait de surfaces et de ressources naturelles limitées mais d'un grand nombre de travailleurs qualifiés et faiblement rémunérés. En outre, ils étaient confrontés à un marché mondial dans lequel le secteur manufacturier était largement dominé par les pays industriels à salaires élevés. En conséquence, leur itinéraire de transformation vers une production à plus forte valeur ajoutée a pu d'abord passer par des activités manufacturières à bas salaires. Aujourd'hui, les pays d'ASS sont dans une situation assez différente. Ils disposent en général d'abondantes terres et ressources naturelles,

* LAREFI, Université de Bordeaux ; bnicet@yahoo.com

** ESPI, Paris ; inestrojette@hotmail.fr

tout en étant confrontés à un marché mondial dont de nombreux segments sont déjà dominés par des économies pratiquant de bas salaires. Les dotations en ressources naturelles et les conditions du marché favorisent donc un mode de transformation dans lequel les secteurs primaires et celui des services sont prépondérants.

En Afrique subsaharienne, le déclin relatif du secteur agricole n'a ainsi pas été marqué ces dernières décennies. Au début des années 1980, l'agriculture représentait 23 % du PIB de l'Afrique subsaharienne, alors qu'elle représente encore 16 % du PIB en 2017 (données Banque mondiale). Le rapport OCDE/FAO (2018) prévoit même une forte croissance de la production agricole dans cette région au cours de la prochaine décennie, cependant cette croissance ne sera pas due à une augmentation de la productivité agricole mais à une expansion des terres arables (Brink et Eva, 2009). Comme le note le rapport du NEPAD (2014), la productivité par travailleur n'a augmenté que de 1,6% en Afrique au cours des 30 dernières années, contre 2,5% en Asie. L'extension de l'agriculture à des surfaces non cultivables et l'utilisation des engrais constituent les principales explications des différences de productivité du travail dans l'agriculture entre l'ASS et l'Asie.

En ASS, c'est le secteur des services qui a pris de l'importance, puisqu'il représente aujourd'hui plus de 53% du PIB en 2018. Cependant, Timmer et al. (2015) et MacMillan et al. (2014 et 2016) montrent que si, au cours des dernières décennies, le transfert de main-d'œuvre s'est fait en faveur des secteurs de services, ce sont surtout les secteurs à faible productivité qui en ont bénéficié (par exemple, la construction, le commerce de gros et de détail). Toutefois, la hausse de la productivité des services dans certains pays à revenu intermédiaire comme l'Afrique du Sud et le Botswana a été comparable, voire meilleure, au cours des dix dernières années à celle des pays asiatiques à revenu intermédiaire (Indonésie, Philippines). Les gains de productivité ont aussi été élevés dans certains pays comme le Mali et le Sénégal, ce qui confirme l'idée qu'un certain nombre de pays d'ASS suit sans doute un processus de développement favorisant les services, aidé par la révolution numérique, plutôt que la production manufacturière.

Le bilan pour l'Afrique est donc lourd, en contraste avec celui des pays d'Asie de l'Est et du Pacifique : une agriculture à faible productivité qui peine à dégager des excédents, un secteur des services qui progresse souvent dans des activités à faible valeur ajoutée et un faible niveau d'industrialisation.

Pour expliquer ces échecs africains, deux types d'approches ont été proposées. Dans la première approche, les études expliquent pourquoi le changement structurel n'a pas vraiment lieu ou va dans la mauvaise direction et finalement pourquoi les performances économiques des pays sont médiocres. Cette littérature empirique et théorique met généralement en avant les rôles asymétriques du commerce international (Bourguignon et Verdier, 2005 ; Galor et Mountford, 2008 ; Muendler, 2010 ; Nicet-Chenaf et Rougier, 2011), de la spécialisation dans les ressources minières ou pétrolières et le développement des activités nouvelles qui semblent trop risquées aux entrepreneurs (Hausmann et Rodrik, 2003 ; Kangning et Jian, 2006 ; Dasgupta et al., 2008 ; MacMillan et Rodrik, 2011). Elle met également l'accent sur la faible profondeur du secteur financier (Acemoglu et Zilibotti, 1997 ; Estrada et al., 2010) et, au-delà, sur les rigidités du marché, les réglementations excessives et les capacités d'ajustement limitées (Hopenhayn et Rogerson, 1993 ; Bertola, 1994 ; Rodriguez et Rodrik, 2001 ; Boeri et Terrel, 2002 ; Bolaky et Freund, 2004 ; DasGupta et al., 2008 ; Chang et al., 2009 ; Helpman et al., 2010). L'ensemble de ces travaux précise donc les mécanismes par lesquels l'absence de changement structurel peut être liée à une faible croissance.

Dans une autre approche, des études plus récentes insistent plutôt sur les conditions générales dans lesquelles la politique économique peut être menée efficacement dans les économies en développement (Banerjee et Duflo, 2014). La transparence, la qualité administrative et institutionnelle, l'absence de corruption et de clientélisme, le niveau élevé de responsabilité publique et les incitations et sanctions (carotte et bâton) sont généralement mentionnés (Rodrik, 2008a et 2008b). Ces études empiriques tentent de mettre en évidence les mécanismes par lesquels des institutions imparfaites affectent la croissance, que ce soit sur le plan de la productivité et de l'accumulation du capital (Hall et Jones, 1999 ; Acemoglu et al., 2005), en lien avec le développement financier (La Porta et al., 1997 et 1998), ou sur le plan des avantages comparatifs dans le commerce (Dollar et Kraay, 2002 ; Costinot, 2009), des IDE (Trojette, 2016) et de la diversification des exportations (Bénassy-Quéré et al., 2007). Des auteurs avancent aussi la faible protection des droits de propriété qui peut décourager les investisseurs (Engerman et Sokoloff, 1997 ; Acemoglu et al., 2003).

Il apparaît dans ces travaux que les déterminants standards des performances économiques (accumulation du capital humain et physique, développement financier, ouverture commerciale) ne peuvent aujourd'hui s'analyser sans que ne soient introduits dans la réflexion la place et le rôle des institutions. L'objet du présent numéro est justement de considérer les trajectoires de croissance des pays d'ASS et leurs déterminants à travers le prisme de la qualité des institutions.

Faibles performances économiques : principaux déterminants et effet des institutions

En expliquant les échecs africains, en particulier en Afrique subsaharienne, la littérature empirique et théorique propose généralement plusieurs pistes de réflexion.

La première voie d'analyse concerne le rôle asymétrique joué par le commerce international qui, le cas échéant, peut ralentir la transition démographique dans les pays non industrialisés ou accélérer les investissements en capital humain dans les pays industrialisés. Ce résultat conduit à l'idée que le commerce international pourrait être à l'origine de la "grande divergence" (Galor et Mountford, 2008). De même, selon Bourguignon et Verdier (2005), une ouverture au commerce mondial avant de s'assurer d'un niveau satisfaisant de performance pour les activités à forte intensité de compétences peut enfermer une économie pauvre dans un équilibre de bas niveau en raison d'une diminution à la fois du prix relatif de la main-d'œuvre qualifiée et de l'investissement en capital humain. L'ouverture commerciale peut également décourager la répartition des compétences dans des circonstances où la spécialisation des pays est moins axée sur des productions nécessitant du travail qualifié (Mundler, 2010).

Les études empiriques montrent également que l'ouverture au commerce et aux entrées de capitaux accélère la diversification et les transferts technologiques et entretient le processus de croissance (Imbs et Warciarg, 2003 ; Cadot et al., 2011 ; Javorcik, 2010 et 2012). De même, le renforcement de la capacité d'un pays à produire et exporter des biens plus complexes permet de créer plus de revenus et conduit à une distribution supplémentaire de richesse à la population. La diversification vers des produits ayant des retombées plus importantes et des effets d'entraînement sur d'autres secteurs peut aussi contribuer à créer des emplois formels et inciter les entreprises informelles à rejoindre le secteur formel. Il a été également montré que de faibles niveaux de diversification commerciale réduisent l'impact des IDE sur la croissance (Nicet-Chenaf et Rougier, 2011). Selon cette dernière étude les

économies peu diversifiées sont confrontées à trop peu de facteurs complémentaires et de capacités d'absorption pour obtenir des effets d'entraînement positifs.

La plupart des pays africains exportent effectivement peu de produits transformés. Cette concentration des exportations autour de certains produits agit sur leurs performances et sur la qualité des emplois. Cependant, pour la majorité des pays africains, la difficulté ne réside pas dans le niveau d'intégration à l'économie mondiale. L'Afrique est déjà ouverte au commerce international et reliée à des CVM. L'amélioration des mesures de facilitation des échanges (logistiques et douanes), les politiques de protection de la propriété intellectuelle, les infrastructures commerciales et l'approvisionnement électrique participent à l'essor de ces chaînes de valeur régionales (CVR). Le problème tient plus à la mauvaise qualité de cette intégration régionale. Comme le souligne le FMI (IMF, 2016), un accord d'intégration régionale ne provoque pas automatiquement des flux commerciaux soutenus ou la création de CVR. En effet, les entreprises locales ont besoin de politiques de soutien pour atteindre la frontière technologique et exploiter les débouchés commerciaux. Ces politiques peuvent passer par une amélioration des infrastructures routières et portuaires, des procédures de dédouanement ou des politiques permettant la baisse des coûts de transaction et la facilitation des échanges. L'étude de **Ludé Djam'Angai et Thérèse Elomo Zogo** proposée dans ce numéro spécial s'inscrit dans la lignée de ces analyses qui soulignent la nécessité des politiques et des réformes d'accompagnement à l'insertion internationale. Ils mettent l'accent sur l'importance du cadre juridique et du délai à l'exportation dans la facilitation des échanges et l'attractivité des IDE en Afrique subsaharienne.

Il faut noter de manière générale le rôle des rigidités, des réglementations excessives et des capacités d'ajustement limitées. Les changements structurels et la croissance peuvent être entravés par l'existence de contraintes à la réaffectation de la main-d'œuvre (Hopenhayn et Rogerson, 1993 ; Bertola, 1994), de compétences ou de capital physique d'une activité à une autre, surtout lorsque les entreprises exportatrices appartiennent au secteur des ressources naturelles. Des analyses ont montré que lorsque les réallocations de facteurs sont limitées par les distorsions du marché, les réformes commerciales peuvent avoir des effets négatifs sur l'emploi, l'inégalité salariale (Helpman et al., 2010), la spécialisation et au final sur le bien-être global (Bolaky et Freund, 2004). Pour Chang et al. (2009) et Rodriguez et al. (2001), la libéralisation du commerce sans réformes structurelles ou complémentaires appropriées peut avoir des effets négatifs sur une économie en transition (Boeri et Terrel, 2002 ; Dasgupta et al., 2008). Ces réformes complémentaires doivent permettre la libre concurrence, le développement financier, l'amélioration du capital humain et une mobilité supérieure de la main-d'œuvre. L'article de Ludé Djam'Angai et Thérèse Elomo Zogo analyse à partir d'un modèle gravitaire le rôle de ces rigidités au regard de l'insertion internationale de 14 pays d'ASS. Ils montrent ainsi les effets néfastes de ces réglementations excessives et du non-respect des contrats sur les échanges et les flux d'IDE.

La deuxième voie de réflexion explore la notion selon laquelle, même en l'absence de rigidités du marché, la réaffectation des facteurs vers des activités plus productives n'est pas systématique lorsque la demande mondiale emprisonne un pays dans une spécialisation basée sur les ressources et lorsque les nouvelles activités semblent les plus risquées (Hausmann et Rodrik, 2003 ; MacMillan et Rodrik, 2011). Par exemple, Dasgupta et al. (2008) ont montré que le faible impact du commerce et de l'IDE sur l'emploi dans les pays de la région MENA peut s'expliquer par une forte concentration des exportations tant dans les activités en aval, comme les industries énergétiques à forte intensité de capital (gaz raffiné, engrais ou plastiques), que dans les produits à faible croissance et faible valeur ajoutée, comme pour les pro-

duits non pétroliers. En ce qui concerne le cas des provinces chinoises possédant des ressources naturelles abondantes, Kangning et Jian (2006) ont indiqué que ces facteurs ne sont pas favorables au développement économique ou à l'industrialisation parce que le secteur des ressources concentre trop de capitaux au détriment des autres secteurs. Une croissance basée sur les exportations de biens primaires peut aussi affecter l'accumulation du capital humain comme cela a pu être mis en évidence par Hou et Karayalcin (2019) en Amérique latine. Le continent africain connaît typiquement ce genre de problème puisque les IDE y ont représenté 2,5 % du PIB entre 2009 et 2016 mais ils sont fortement concentrés dans le secteur extractif (36 % du total des IDE). Cette concentration a ainsi limité les retombées sur les économies locales puisqu'ils n'ont pas provoqué de nouveaux investissements domestiques ni créé assez d'emplois.

Plus récemment, l'analyse d'une bonne complémentarité entre une agriculture plus productive et les processus d'industrialisation a été remise au goût du jour par plusieurs études (Paulo et De Souza, 2015). Dans ces dernières, une agriculture productive et innovante reste une condition initiale nécessaire pour générer à la fois des excédents qui sont exportés mais aussi des revenus qui peuvent être dirigés vers le secteur industriel. La modernisation de la structure productive peut alors être obtenue par une accumulation accrue de capital (Engerman et Sokoloff, 1997 et 2002 ; Acemoglu et al., 2001 et 2005 et Galor et al., 2009).

Un système financier profond assurant une accélération de l'accumulation du capital et par conséquent la formation d'une base industrielle solide est également suggéré comme un déterminant des transformations structurelles (Acemoglu et Zilibotti, 1997 ; Estrada et al., 2010). La faiblesse du secteur financier dans les pays en développement est alors considérée comme un obstacle à la création de nouvelles activités et au changement structurel. Il en va de même pour les flux financiers illicites (FFI) qui privent les pays de ressources qui pourraient servir à la redistribution, au financement de biens publics et à la stimulation d'investissements privés dans les entreprises locales. Chaque année, l'Afrique perd ainsi 50 milliards USD à cause de ces FFI (CEA/CUA, 2017), ce qui représente une somme équivalente à l'aide publique au développement en faveur du continent. Les FFI émanent de cinq grandes sources : les pots-de-vin, l'évasion fiscale, les revenus liés à des activités criminelles, et le transfert des bénéfices des entreprises vers des juridictions fiscales favorables (Reuters, 2017). **Chérif Sidy Kane et Idrissa Yaya Diandy** reviennent dans ce numéro sur le lien fort qui existe entre la qualité des institutions, le développement financier et la croissance économique en Afrique subsaharienne. Ils montrent qu'il existe bien, selon le niveau de revenu des pays, une relation de double causalité entre le développement financier et la croissance et que celle-ci est plus forte lorsque la qualité des institutions s'améliore. Ils valident ainsi l'hypothèse de seuils institutionnels (Trojette, 2016) qui une fois passés autorisent les pays à accéder à de meilleures performances.

Si un grand nombre de travaux, tels ceux qui viennent d'être présentés, soulignent le bien-fondé des déterminants jusqu'ici mis en évidence, il apparaît que les changements structurels doivent s'analyser plus en profondeur à la lumière de la qualité des institutions.

Le rôle affirmé des institutions dans le changement structurel

A la lumière des travaux de Noland et Pack (2007) et de ceux de la Banque mondiale (World Bank, 2009), la bureaucratie, les climats de corruption et de recherche de rente établis par les régimes autocratiques et leurs systèmes administratifs ont accru l'incertitude quant aux règles du jeu, entravant finalement l'investissement privé et bloquant finalement le changement structurel et la croissance dans certains

pays, notamment ceux d'Afrique subsaharienne. Les réformes institutionnelles ont ainsi souvent été présentées comme des facteurs déterminants du développement économique des pays (Easterly et al., 1997).

Parmi les diverses dimensions institutionnelles qui entravent les investissements et en fin de compte, les changements structurels et la croissance, la corruption a été régulièrement mise en évidence. Ces dernières années, la corruption a été analysée alternativement comme un facteur d'efficacité, graissant les rouages de systèmes excessivement réglementés, ou comme une entrave à l'esprit d'entreprise (sable dans les rouages), car elle exacerbe l'incertitude et les coûts de transaction (Aidt, 2003). Plusieurs études empiriques confirment ainsi l'existence d'une relation significative mais négative entre la corruption et l'investissement (Mauro, 1995 et 1999). Pour Noland et Pack (2007) et la Banque mondiale (World Bank, 2009), le climat de corruption et de recherche de rente instauré par les régimes autocratiques et leurs systèmes administratifs a par exemple accru l'incertitude quant aux règles du jeu, entravant ainsi l'investissement privé et bloquant finalement les changements structurels. Même si certains de ces résultats restent fragiles, ils semblent pour la plupart significatifs pour les pays d'Afrique (Gyimah-Brempong, 2002). Dans ce présent numéro, **Fabrice Nguengang, Luc Nembot Ndeffo et Germain Ndjie-unde**, dans le cadre d'un modèle PTR appliqué à 41 pays d'ASS, reviennent sur l'impact différencié de la lutte contre la corruption et de la stabilité politique sur la croissance et les IDE, où différentes communautés régionales sont considérées comme la CAE, la CEEAC, la CEDEAO et la SADC. Les auteurs montrent que de manière générale la qualité du service public, le poids des réglementations, et la primauté du droit ont un rôle important au regard de l'impact des IDE sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Ils peuvent exercer un rôle de catalyseur.

Les études d'économie politique sur les pays de la région MENA ont souvent souligné l'incapacité des gouvernements à réformer en profondeur les institutions et les réglementations commerciales (Banque mondiale, 2009 ; Aysan et al., 2007 ; Banque mondiale, 2009). Ces échecs ont peut-être suscité des appels soudains à la transition politique, comme l'ont mis en évidence les révolutionnaires tunisiens et égyptiens qui ont souligné la nature corrompue des relations entre l'État, l'administration et la société civile. Le clientélisme (Robinson et al., 2014), les "éléphants blancs" (Robinson et Torvik 2005) et d'autres relations déficientes entre l'État et les entreprises ont aussi souvent été évoqués pour décrire les pays africains. Dans ce numéro spécial c'est sur ce point que **Hibrahim Limi Kouotou et Boniface Ngah Epo** éclairent l'analyse. Ils montrent, en distinguant le court du long terme, les effets significatifs de la démocratie et de l'alternance des chefs d'Etat au pouvoir dans la croissance économique en Afrique subsaharienne. Il en va de même pour la contribution de **Lewis Landry Gakpa** qui montre, en ébauchant un modèle à équations simultanées dynamique, que l'instabilité politique affecte la croissance économique aussi bien directement qu'indirectement, à travers les IDE notamment, et qu'il est impératif pour les pays d'ASS de veiller à la qualité des institutions pour prévenir les conflits internes et externes et agir sur les problèmes de la corruption.

L'investissement privé en Afrique n'a atteint que 15 % du PIB en moyenne entre 2009 et 2016, nettement sous le chiffre de la moyenne asiatique de 24 % et la moyenne des pays d'Amérique latine et Caraïbes de 17 %. Pour expliquer les faibles niveaux d'investissements privés et de croissance observés dans les pays en développement, plusieurs auteurs soulignent le rôle de la qualité administrative. Par exemple, pour un échantillon d'économies en développement, Aysan et al. (2007) montrent que l'investissement privé est fortement influencé par la qualité des institutions, le contrôle de la corruption, la qualité bureaucratique, l'ordre public, le degré de stabilité politique et le degré de responsabilité publique. De manière

générale, **Armand Totouom, Hervé Fotio Kaffo et Fabien Sundjo** soulignent que la qualité des institutions telles que la stabilité du gouvernement, l'absence de violence et d'actes de terrorisme, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la régulation et l'application des lois ont un rôle prépondérant dans les transformations structurelles des pays d'ASS.

Les analyses ci-dessus montrent que la transformation structurelle des pays d'ASS est bel et bien en cours, mais à un rythme lent car les entreprises font toujours face à des techniques de gestion souvent de médiocre qualité (Aghion et al., 2017) et à une informalité qui réduit fortement les gains de productivité (De Vries et al., 2015). Les PME africaines dans le secteur manufacturier se heurtent toujours à d'importants coûts d'opportunité pour quitter le secteur informel, ce qui les décourage d'investir et de se moderniser (Rodrik, 2017). Le manque d'accès à des réseaux efficaces de commercialisation, aux labels de qualité et à la certification et à une demande soutenue empêche également les entreprises informelles de réinvestir leurs profits dans l'innovation ou l'amélioration de leurs produits. A cette succession d'entraves, il faut ajouter la corruption, le captage des rentes, la bureaucratie, les conflits internes, ou ethniques, etc. Le présent numéro spécial a pour ambition d'éclairer le débat sur les difficiles transformations structurelles des pays ASS justement à la lumière de la qualité des institutions.

Ce numéro a la particularité de ne contenir que des articles d'auteurs africains (Université ou Ecole au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad ici) qui dévoile aussi l'émergence et la montée en puissance d'une production scientifique et d'une réflexion significative en économie.

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, D., Zilibotti, F.** (1997) Was Prometheus Unbound by Chance? Risk, Diversification, and growth. *Journal of Political Economy* 105(4), 709-751.
- Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J.A.** (2005) Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth. In: O. Aghion, P. and Durlauf, D. (eds.) *Handbook of Economic Growth*. Volume IA, Elsevier, 385-472.
- Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J.A., Thaicharoen, Y.** (2003) Institutional causes, macroeconomic symptoms: volatility, crises and growth. *Journal of Monetary Economics* 50(1), 49-123.
- Acemoglu, D. Cantoni, D., Johnson, S., Robinson, J.** (2001) The Consequences of Radical Reform: The French Revolution. *American Economic Review* 101.
- Aghion, P., Bloom, N., Lucking, B., Sadun, R., Van Reenen, J.** (2017) Turbulence, firm decentralization and growth in bad times. *NBER Working Paper* 23354.
- Aidt, T.S.** (2003) Economic Analysis of corruption: a survey. *The Economic Journal* 113(491), 632-652.
- Aysan, A.T., Ersoy, Z., Véganzonès-Varoudakis, M.A.** (2007) *Does the Perception of Governance Institutions Matter for Private Investment: the case of Middle East and North Africa*. In: Shinnick, E. (ed.) *Public Finance, Monetary Policy and Market Issues*. London, U.K: Part 1, Chapter 3, 69-102.
- Banerjee, A., Duflo, E.** (2014) Under the Thumb of history ? Political institutions and the scope for action. *NBER Working Paper* 19848.
- Bénassy-Quéré, A. Coupet, M., Mayer. T.** (2007) Institutional Determinants of Foreign Direct Investment. *The world Economy* 30(5), 764-782.
- Bertola, G.** (1994) Flexibility, investment, and growth. *Journal of Monetary Economics* 34 (2), 215-238.
- Boeri, T., Terell, K.** (2002) Institutional Determinants of Labor Reallocation in Transition. *Journal of Economic Perspectives* 16(1), 51-76.
- Bolaky, B., Freund, C.** (2004) Trade, Regulations, and Income. *Journal of Development Economics* 87(2), 309-321.

- Bourguignon, F., Verdier, T.** (2005) The Political Economy of Education and Development in an Open Economy. *Review of International Economics* 13(3), 529-548.
- Brink, A.B., Eva, H.** (2009) Monitoring 25 years of land cover change dynamics in Africa: A sample based remote sensing approach. *Applied Geography* 29(4), 501-512.
- Cadot, O., Carrère, C., Strauss-Kahn, V.** (2011) Export Diversification: What's behind the Hump? *Review of Economics and Statistics* 93(2), 590-605.
- CEA** (2017) *Accelerating industrialization in Southern Africa through Beneficent and value addition*. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis Abeba.
- Chang, R., Kaltani, L., Loayza, N. V.** (2009) Openness can be good for growth: The role of policy complementarities. *Journal of Development Economics* 90(1), 33-49.
- Costinot, A.** (2009) An Elementary Theory of Comparative Advantage. *Econometrica*, 77(44), 1165-1192.
- Dasgupta, D., Nabli, M.K., Pissarides, C., Varoudakis, A.** (2008) Making trade work for jobs: international evidence and lessons for MENA. In: Nabli, M. K. (ed.) *Breaking the barriers to higher economic growth: better governance and deeper reforms in the Middle East and North Africa*. Washington DC: World Bank Publications, 39-61.
- de Vries, G., Timmer, M., de Vries, K.** (2015) Structural transformation in Africa: static gains, dynamic losses. *Journal of Development Studies* 51(6), 674-688.
- Dollar, D., Kraay, A.** (2002) Growth is Good for the Poor. *Journal of Economic Growth* 7, 195-225.
- Easterly, W., R. Levine.** (1997) Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions. *Quarterly Journal of Economics* 113, 1203-1249.
- Engerman, S. L., Sokoloff, K.L.** (1997) Factor Endowments, Institutions, and Differential Paths of Growth among New World Economies: A View from Economic Historians of the United States. In: Haber, S. (ed.) *How Latin America Fell Behind*. Stanford University Press, 260-304.
- Engerman, S. L., Sokoloff, K.L.** (2002) Factor Endowments, Inequality, and Paths of Development among New World Economies. *NBER Working Paper* 9259.
- Estrada, G., Park, P., Ramayand, E.** (2010) Financial Development and Economic Growth in Developing Asia. *Asian Development Bank Working Papers Series Number* 233.
- Galor, O., Mountford, A.** (2008) Trading Population for Productivity: Theory and Evidence. *Review of Economic Studies* 75(4), 1143-1179.
- Galor, O., Moav, O., Vollrath, D.** (2009) Inequality in landownership, the Emergence of human-capital promoting institutions, and the great divergence. *The Review of Economic Studies* 76(1), 143-176.
- Gyimah-Brempong, K.** (2002) Corruption, economic growth, and income inequality in Africa. *Economics of Governance* 3(3), 183-209.
- Hall, R., Jones, C.I.** (1999) Why do some countries produce so much more output per worker than others? *The Quarterly Journal of Economics* 114(1), 83-116.
- Hausmann, R., Hwang, J., Rodrik, D.** (2007) What you export matters. *Journal of Economic Growth* 12(1), 1-25.
- Hausmann, R., Rodrik, D.** (2003) Economic development as self-discovery. *Journal of Development Economics* 72, 603-633.
- Helpman, H., Itskhoki, O., Redding, S.** (2010) Inequality and Unemployment in a Global Economy. *Econometrica* 78(4), 1239-1283.
- Hopenhayn, H., Rogerson, R.** (1993) Job Turnover and Policy Evaluation: A General Equilibrium Analysis. *Journal of Political Economy* 101(5), 915-938.
- Hou, Y., Karayalcin, C.** (2019) Exports of primary goods and human capital accumulation, *Review of International Economics* 27(5), 1371-1408.
- Iapadre, L., Memedovic, O.** (2009) Structural Change in the World Economy: Main Features and Trends. *UNIDO Working Paper* 24.
- Imbs, J., Wacziarg, R.** (2003) Stages of diversification. *American Economic Review* 93(1), 63-86.
- IMF (International Monetary Fund)** (2016) Small States' Resilience to Natural Disasters and Climate Change-Role of the IMF. IMF Policy Paper, Washington, DC.
- Javorcik, B.S.** (2010) New Kids on the Block: Adjustment of Indigenous Producers to FDI Inflows. In: Porto G., and B. M. Hoekman (eds.), *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants and Policy Responses*. The World Bank and CEPR.

- Javorcik, B.S.** (2012) Foreign Direct Investment and International Technology Transfer. In: Caprio, G. (ed.) *The Evidence and Impact of Financial Globalization*. Elsevier Chapter 15.
- Kangning, X., Jian, W.** (2006) An Empirical Study of a Linkage Between Natural Resource Abundance and Economic Development. *Economic Research Journal* 01.
- Kim, J.I., Lau, L.J.** (1994) The sources of economic growth of the East Asian newly industrialized countries. *Journal of Japanese and International Economies* 8(3), 235-271.
- La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., Vishny, R.** (1997) Legal Determinants of External Finance. *The Journal of Finance* 52(3), 1131-1150.
- La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A., Vishny, R.** (1998) Law and Finance. *Journal of Political Economy* 106(6), 1113-1150.
- MacMillan, M., Rodrik, D., Sepilveda, C.** (2016) *Structural Change, Fundamentals and Growth: A Framework and Case Studies*. Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- MacMillan, M.S., Rodrik, D.** (2011) Globalization, Structural Change and Productivity Growth. *NBER Working Paper Series* Number 17143.
- Mauro, P.** (1995) Corruption and Growth. *Quarterly Journal of Economics* 110(3), 681-712.
- Mauro, P.** (1999) The Effects of Corruption on Growth, Investment, and Government Expenditure: A Cross-Country Analysis. In: Elliot, K.A. (ed) *Corruption and the Global Economy*, Washington D.C.: Institute for International Economics, 83-107.
- Muendler, M.A.** (2010) Trade Reform, Employment Allocation and Worker Flows. In: Porto, G. and Hoekman, B.M. (eds.) *Trade Adjustment Costs in Developing Countries: Impacts, Determinants and Policy Responses*. The World Bank and Center for Economic Policy Research, 103-141.
- NEPAD report** (2014) Strategic plan 2014/2017. NEPAD planning and coordinating agency.
- Nicet-Chenaf, D., Rougier, E.** (2011) New exports matter: Discoveries, foreign direct investment and growth, an empirical assessment for Middle East and North African countries, *Journal of International Trade and Economic Development* 20(4), 507-533.
- Noland, M., Pack, H.** (2007) *The Arab economies in a changing world*. Washington, D.C. The Peterson Institute for International Economics.
- OECD/FAO** (2018) *Agricultural Outlook 2018-2027*. OECD Publishing, Paris/Food and Agricultural Organization of the United Nations, Rome.
- Paulo, J., De Souza, A.** (2015) Evidence of growth complementarity between agriculture and industry in developing countries. *Structural Change and Economic Dynamics* 34(C), 1-18.
- Robinson, J.A., Torvik, R.** (2005) White elephants. *Journal of Public Economics* 89(2-3), 197-210.
- Reuters Thomson** (2017) *Annual Report*.
- Rodriguez, F., Rodrik, D.** (2001) Trade policy and economic growth: a sceptic guide to the cross-national evidence. In: Bernanke, B. and Rogoff, K. (eds.). *NBER Macroeconomics Annual 2000*, Cambridge, MA: MIT Press, Volume 15, 261-325.
- Rodrik, D.** (2008a) Industrial Policy: Don't Ask Why, Ask How. *Middle East Development Journal* 1(2), 1-29.
- Rodrik, D.** (2008b) Second-Best institutions. *NBER Working Paper Series* Number 14050.
- Rodrik, D.** (2017) *Straight Talk on Trade: ideas for a sane world economy*. Princeton University Press.
- Timmer, M. P., De Vries, G. J., De Vries, K.** (2015) Patterns of Structural Change in Developing Countries. In: Weiss, J. and Tribe, M. (eds.), *Handbook of Industry and Development*, Routledge, 65-83.
- Trojette, I.** (2016) The Effect of Foreign Direct Investment on Economic Growth: The Institutional Threshold. *Région et Développement* 43, 112-138.
- Young, A.** (1995) The tyranny of numbers: Confronting the statistical realities of the East Asian growth experience. *Quarterly Journal of Economics* 110(3), 641-680.
- World Bank** (2009a) *From privilege to competition. Unlocking private-led growth in the Middle East and North Africa*. World Development Report. Washington, D.C.
- World Bank** (2009b) *Unlocking the employment potential in the Middle East and North Africa - Toward a new social contract*. World Development Report. Washington, D.C.